

Quand un cadre d'EDF brise le silence sur le dossier Arabelle

C'est un feuilleton sans fin. Le 1^{er} décembre dernier, le rachat par EDF de GE Steam, la branche nucléaire du géant américain General Electric, devait être acté. Une cérémonie était prévue pour célébrer l'événement. Avant d'être annulée in extremis. Depuis, plus rien, au grand désespoir des salariés de Belfort où se situe l'usine. Le rachat des turbines Arabelle, qui ont d'abord été celles d'Alstom avant de passer sous la bannière étoilée, est au point mort. EDF est d'une discrétion absolue, craignant de froisser les autorités américaines (Ofac) qui bloquent le dossier. Jusqu'à ce mercredi. *« C'est une question d'État à État, a lancé Robert Poggi, directeur à l'action régionale du groupe EDF en Bourgogne-Franche-Comté, en conférence de presse. Ce n'est plus une question de négociation financière entre GE et EDF, mais plutôt géopolitique*

*entre les États-Unis, la France et la Russie. » « On reste confiant. On ne maîtrise pas le calendrier », a-t-il ajouté. Avouant tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Au final, les enjeux sont commerciaux. De plus en plus de pays relancent la construction de centrales nucléaires. Français, Américains et Coréens sont en compétition pour construire les réacteurs du futur. En bloquant le rachat d'Arabelle, Washington prive les Français d'un atout précieux. Les points de clivage avec les États-Unis dans le nucléaire s'accumulent. Selon *Le Canard enchaîné*, les républicains américains œuvrent à un texte de loi qui*

priverait Framatome (filiale d'EDF) de son accès à l'uranium de retraitement enrichi par le russe Rosatom. Or, Français et Américains se livrent à une guerre commerciale en Europe de l'Est pour remplacer les Russes dans la chaîne d'approvisionnement des centrales nucléaires locales. ■

ELSA BEMBARON

